

R. De peur de l'oublier, je veux vous dire que, presque immédiatement après l'adoption de la loi Hughes, à New-York, l'un des plus grands éleveurs de l'Etat de New-York, A. R. Thomas, un homme bien connu, propriétaire de l'un des plus grands établissements de cet état, a vendu ses juments, dont plusieurs lui avaient coûté \$5,000, \$6,000 et même \$10,000, que nous aurions pu acheter pour \$100 à \$300, voilà la diminution de la valeur des chevaux de A. R. Thomas, et la même chose, d'après moi, se produirait ici si cette loi était adoptée, voilà ce qu'il adviendrait de mon commerce, dans lequel j'ai près de \$100,000 investis. La propriétaire de la Ferme Rancocas, établissement dont on a parlé ici ce soir, dit que, après que la loi Hughes fut adoptée, elle considère que sa propriété ne vaut pas le quart du million qu'elle valait précédemment. J'ai quelques connaissances personnelles des assistances aux courses dans l'Etat de New-York avant et après la mise en vigueur de la loi Hughes. L'année avant, j'étais à Saratoga où la grande estrade et le terrain étaient encombrés: la grande estrade débordait, il n'y avait plus un siège et le terrain était couvert de spectateurs. L'année après l'adoption de cette loi, je me trouvais encore là et il n'y avait pas le dixième de l'assistance. La grande estrade était presque vide; je me trouvais encore là l'an dernier et je constatai à peu près le même état de choses, l'assistance était un peu meilleure que l'année précédente. J'allai, cet été, à deux réunions en d'autres endroits de l'Etat de New-York et constatai la même chose; de très grandes estrades, qui d'ordinaire étaient encombrées lorsque les paris étaient permis, étaient presque vides, il n'y avait pas le cinquième de la foule d'autrefois.

Par M. McColl:

Q. Peut-on attribuer ce changement en partie aux petites bourses et aux entrées peu nombreuses des coureurs? R. Bien, c'était probablement l'une des raisons, mais les bourses ont été maintenues pendant les deux dernières années presque au même niveau au moyen de souscriptions particulières, de riches éleveurs comme M. Whitney et M. Keen ont fourni aux différents champs des sommes de \$5,000, \$10,000, \$15,000 et \$20,000 de leurs poches pour maintenir les bourses d'une manière décente afin d'encourager les propriétaires de chevaux à courir leurs chevaux. Mais on ne peut s'attendre à ce qu'ils continuent indéfiniment, et personne au Canada n'a les moyens de le faire. Si ce bill passe, à moins que nous puissions faire comme ces millionnaires, les courses se feront plus rares et les purs sangs diminueront, et, comme suite, les chevaux légers et de selle disparaîtront aussi.

Par M. Moss:

Q. De fait, ces bourses ont-elles été diminuées? R. Grandement.

Par l'hon. M. Stratton:

Q. En d'autres termes, le Parlement devrait légaliser les paris pour continuer les courses? R. Donnez-moi la chance de parier si je le veux.

Par M. McColl:

Q. Laisser les choses telles qu'elles sont, dites-vous? R. Oui.

Q. Maintenant, M. Dymont, l'on prétend, quoique nous n'en ayons eu aucune preuve, que les paris sur les champs de courses sont une cause de scandale durant les réunions. Avez-vous eu connaissance de quelque scandale à Woodbine, causé par les paris qui s'y font? R. Je n'en connais aucun. Je n'ai jamais vu un homme ivre de ma vie sur la piste de Woodbine. Je n'ai jamais vu de désordre ou de bataille. Je n'y ai vu qu'une foule des mieux intentionnée en congé, s'amusant au grand air à l'ancienne façon anglaise.